

## Compte administratif – Rapport de présentation – Exercice 2019

Séance Plénière du 30 juin 2020

*Le CESER apprécie le fait qu'il y a une dynamique économique régionale qui permette d'avoir des ressources en hausse. Les ressources de la Région restent liées à la conjoncture économique, avec une dose d'incertitudes. Le CESER regrette une redéfinition fréquente du périmètre des compétences de la Région. Cela suscite des inquiétudes et il interpelle l'Etat sur la volatilité des prérogatives de la collectivité régionale et des financements afférents. Le CESER pointe la difficulté pour la Région de tenir le budget avec des baisses de dotations et des changements fréquents de périmètre des compétences régionales.*

*Il espère que le prochain CPER fixera un périmètre durable.*

*L'Assemblée socio professionnelle prend acte de la nette amélioration du taux de réalisation des dépenses en 2019. Si elle se réjouit d'une meilleure mobilisation globale des crédits inscrits au budget, on constate néanmoins des disparités importantes selon les domaines d'intervention, notamment :*

- en matière de foncier, d'habitat et de politique de la ville (57,79 %), alors que le Conseil régional affiche dans le SRADDET et Néo Terra une forte ambition en matière de gestion économe de l'espace. Le CESER souhaiterait davantage d'informations sur les difficultés rencontrées par les territoires et susceptibles d'expliquer la faible mobilisation des crédits régionaux dans ce domaine ;*
- en matière d'infrastructures et de transports (80,59 %). Au regard de l'état particulièrement dégradé du réseau ferré, des enjeux de la transition écologique et énergétique, mais aussi, face à la crise économique à venir, le CESER réaffirme la nécessité d'un engagement fort de l'Etat aux côtés de la Région pour concrétiser les travaux nécessaires ;*
- en matière de « transition énergétique et adaptation aux changements climatiques », pilier qui recule de 5,8 M€ en investissements.*

*Il constate que le pilier économique bénéficie de la plus forte progression en matière d'investissement (+ 25 M€) ».*

*Le Conseil régional présente la transformation numérique et Recherche, Innovation, Start-up comme un sujet clef de sa politique. Or, si les taux de réalisation sont bons, le CESER s'interroge sur le fait que les financements ont globalement baissé dans ces domaines.*

*Les investissements prévus dans les lycées n'ont été réalisés, comme en 2018, qu'aux trois quarts et le CESER s'inquiète de nouveau du retard pris dans la réalisation de ces projets.*

*S'il est nécessaire, pour préparer l'avenir, d'investir dans les transports publics, les lycées et la formation, la transition écologique et énergétique et le numérique, pourquoi ne pas recourir à l'emprunt ?*

*Le CESER relève le maintien à un niveau élevé d'exécution des dépenses de fonctionnement dans les domaines de la culture, de la santé, du sport et de la vie associative, malgré une baisse significative enregistrée dans les interventions en faveur du sport.*

*Le CESER souligne que le Conseil régional poursuit une stratégie financière encore plus contraignante que ce que lui impose le Contrat financier signé avec l'État, ce qui peut l'amener à réduire à ses marges de manœuvres pour conduire des politiques publiques en faveur des populations et de territoires.*

*Le compte administratif contribue en termes budgétaire et comptable à une forme d'évaluation de l'action publique du Conseil régional. En cela, le CESER estime qu'il pourrait être enrichi de quelques éléments de synthèse sur les évaluations de politique publique conduites sous l'égide de la collectivité régionale.*

*Il serait intéressant, pour les prochains rapports de présentation de comptes administratifs (CA), d'inclure l'analyse géographique des ressources et des dépenses.*

La collectivité affiche un résultat de clôture de l'exercice 2019 en baisse par rapport à 2018. Ce dernier fait apparaître un **solde excédentaire 135,2 M€** (- 13,5 M€ de résultat de clôture cumulé aux 148,7 M€ de résultat antérieur). En 2019, la Région a fait le choix de ponctionner légèrement le fonds de roulement de l'ordre de 13 M€, pour limiter le recours à l'emprunt.

- Le Conseil régional poursuit sa stratégie budgétaire reposant sur trois ratios :
  - une augmentation de 1,7 % de la capacité d'autofinancement (+ 5,8 M€),
  - une hausse de 12 % du besoin de financement qui s'élève désormais à 163,5 M€ qui a été couverte par le recours à l'emprunt à hauteur de 150 M€,
  - la capacité de désendettement passe de 4,5 à 4,4 années et le taux d'endettement passe de 86,9 % à 84,9 %.

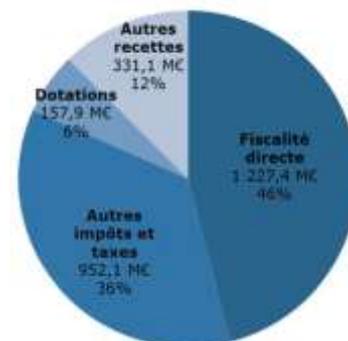
*Pour mémoire, en 2018, la progression de la capacité d'autofinancement était de 2,7 %, et le besoin de financement avait chuté de 42 %.*

*Malgré une progression des dépenses tant en fonctionnement (+ 3,06 %) qu'en investissement (+ 6 % hors gestion active de la dette) pour un montant total réalisé de 2,83 Mds€ (+ 3,7 %), le taux de réalisation affiche une progression sensible à 94 % (dont 96,8% en dépenses de fonctionnement et 87,7 % en dépenses d'investissement). Parallèlement, le volume des recettes global a quant à lui augmenté de + 3,7 % pour un montant total de 2,82 Md€ malgré un recours à l'emprunt plus limité que l'année précédente (150 M€). De ce fait, et afin de répondre aux besoins de financement (soit 163,5 M€), la collectivité a fait le choix de mobiliser le fonds de roulement à hauteur de 13,5 M€. Bien qu'exceptionnelle, cette utilisation interroge le CESER dès lors qu'elle pourrait révéler une sous-estimation des besoins réels de financement.*

*S'il est nécessaire, pour préparer l'avenir, d'investir dans les transports publics, les lycées et la formation, la transition écologique et énergétique et le numérique, pourquoi ne pas recourir à l'emprunt ?*

## 1. Des ressources régionales en hausse, directement liées à l'activité économique du territoire

En 2019, le montant des réalisations de recettes, hors emprunt, gestion active de la dette, fonds européens FEADER-FEAMP et reprise des résultats antérieurs, s'élève à **2,67 Mds€** : 2,48 Mds€ au titre de la section de fonctionnement et 190,5 M€ au titre de l'investissement.



Le CESER apprécie le fait que la dynamique économique régionale permette d'avoir des ressources en hausse. Les ressources de la Région restent liées à la conjoncture économique, avec une dose d'incertitudes.

On peut s'interroger sur la répartition géographique de cette dynamique économique, de la dynamique des ressources et la répartition territoriale des dépenses d'investissement et de fonctionnement.

Le CESER demande au Conseil régional, pour les prochains rapports de présentation de comptes administratifs (CA), d'inclure l'analyse géographique des ressources et des dépenses.

### Les recettes de fonctionnement

Les deux postes principaux d'augmentation des recettes sont :

- Les recettes de fonctionnement sont en hausse de 3 % par rapport à 2018 (+ 80,7 M€), la progression provenant pour l'essentiel du poste « fiscalité directe ».

en M€	2018		2019		Evolution 2018-2019 des recettes réalisées	
	Prévision	Réalisation	Prévision	Réalisation		
Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE)	613,9	613,9	658,9	658,9	44,9	7%
Imposition Forfaitaire sur les Entreprises de Réseaux (IFER)	57,9	55,6	55,8	51,8	-3,8	-7%
Fonds national de Garantie Individuelle des Ressources (FNGIR)	75,5	75,5	75,5	75,5	0,0	0%
Fonds de péréquation des ressources	10,5	10,5	7,4	7,4	-3,0	-29%
Attribution de compensation CVAE - Transports	26,3	26,3	25,8	25,8	-0,5	-2%
Fraction de TVA	390,3	399,3	406,0	408,0	8,7	2%
<b>Total fiscalité directe</b>	<b>1 174,4</b>	<b>1 181,1</b>	<b>1 229,4</b>	<b>1 227,4</b>	<b>46,3</b>	<b>4%</b>

- Les autres recettes de fonctionnement progressent de 30 M€ par rapport à l'exercice 2018, sous l'effet conjugué :
  - du Plan d'Investissement dans les Compétences (PIC) - PACTE, dont le premier versement a été encaissé sur l'exercice 2019 pour 46,3 M€ ;
  - du solde de l'ancien PO 2007-2013 de l'ex-Région Limousin intervenu en 2019 et comptabilisé en section de fonctionnement pour 2,4 M€ ;
  - des encaissements concernant la génération actuelle de fonds européens (PO 2014-2020), en hausse de 1,6 M€

En revanche, les dotations de l'Etat sont en baisse de 4 % (4,4 M€).

*Le CESER regrette une redéfinition fréquente du périmètre des compétences de la Région. Cela suscite des inquiétudes et le CESER interpelle l'Etat sur la volatilité des prérogatives de la collectivité régionale et des financements afférents. Le CESER pointe la difficulté pour la Région de tenir le budget avec des baisses de dotations et des changements fréquents de périmètre des compétences régionales.*

*Le CESER espère que le prochain CPER fixera un périmètre durable.*

## Les recettes d'investissement

- Les recettes d'investissement (hors emprunt) sont en hausse de 7 % (+ 13,3 M€) par rapport à 2018.  
La quasi-totalité de la croissance affichée en 2019 par la section d'investissement est imputable aux fonds européens.

## 2. Une gestion de l'emprunt prudentielle

Fin 2019, l'encours de dette atteint 2,1 Mds€, la capacité de désendettement passe de 4,5 à 4,4 années. Le recours à l'emprunt ne peut servir qu'au financement d'investissements. En 2019, la Région a mobilisé 150 M€ d'emprunts et a remboursé 129,7 M€, se traduisant par une évolution du stock de dette de 20,3 M€ (moins de 1% de progression, contre + 3,7 % en 2018).

	Emprunt annoncé au BP	Utilisation effective de l'emprunt (CA)	ratio entre ce qui est annoncé et ce qui est utilisé (en %)
2016	667 M€	444 M€	66,57
2017	633 M€	276,4 M€	43,67
2018	585 M€	201 M€	34,36
<b>2019</b>	<b>523,3 M€</b>	<b>150 M€</b>	<b>28,66</b>

*Le CESER s'interroge sur l'écart entre ce qui est annoncé au Budget Primitif et l'utilisation effective de l'emprunt. En 2019, seuls 28,66 % de ce qui avait été prévu ont été utilisés. Le CESER se demande pourquoi depuis 2016, le montant réalisé n'est pas systématiquement ajusté au Budget Primitif ? Est-ce faute d'avoir des projets ou est-ce une réserve de sécurité ?*

## 3. Le Contrat financier avec l'État

La Loi de Programmation des Finances Publiques pour 2018-2022 a prévu, notamment, une norme de progression maximale des dépenses de fonctionnement des collectivités de 1,2 % par an pendant 5 ans.

- Au global, après retraitements, les dépenses de fonctionnement de la Région s'élèvent à 1,76 Md€, soit 26 M€ inférieures au plafond contractualisé.

La Loi de Programmation des Finances Publiques prévoit également des objectifs d'amélioration du besoin de financement et le cas échéant de la capacité de désendettement :

- Le maximum d'endettement supplémentaire de la Région pour 2019 était prévu à hauteur de + 175 M€. L'endettement supplémentaire pour 2019 s'élève à + 20 M€.
- La capacité de désendettement s'établit à 4,4 années en 2019. Cette capacité de désendettement est inférieure au « plafond national de référence » fixé à 9 années pour les Régions (la Région Nouvelle-Aquitaine l'a fixé à 7 années).

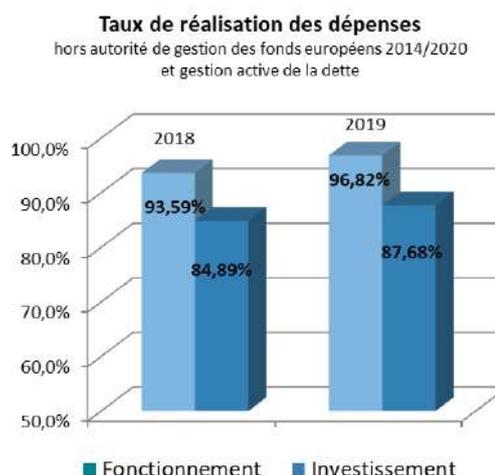
Le CESER souligne que le Conseil régional poursuit une stratégie financière encore plus contraignante que ce que lui impose le Contrat financier signé avec l'État, ce qui peut l'amener à réduire à ses marges de manœuvres pour conduire des politiques publiques en faveur des populations et de territoires.

#### 4. Dépenses – Une nette augmentation des taux de réalisation

En 2019, le total des dépenses s'élève à 2,83 Mds€ dont 2 Mds€ au titre du fonctionnement et 832 M€ au titre de l'investissement.

En 2018, les dépenses totales représentaient 2,7 Mds€ dont 1,9 Md€ au titre du fonctionnement et 0,8 Md€ au titre de l'investissement (660 M€ hors dette).

**Le taux de réalisation sur la section de fonctionnement est en hausse de 3,23 points pour atteindre 96,82 %. Celui de la section d'investissement progresse de 2,79 points pour atteindre 87,68 %.**



Le CESER prend acte de la nette amélioration du taux de réalisation des dépenses en 2019, qui s'établit à 96,82 % en section de fonctionnement (+ 3,23 points) et à 87,68 % en section d'investissement (+ 2,79 points). S'il se réjouit d'une meilleure mobilisation globale des crédits inscrits au budget, le CESER constate néanmoins des disparités importantes selon les domaines d'intervention (notamment sur les piliers 3 et 4).

Le compte administratif permet de mesurer le niveau de réalisation des opérations prévues, mais ne donne pas une image plus qualitative de la mise en œuvre du budget régional. Or c'est justement la connaissance du contexte, par exemple des éléments pouvant expliquer la montée en puissance plus ou moins facile des dispositifs régionaux, qui permet de porter une appréciation plus pertinente de l'exécution budgétaire et, au-delà de mieux appréhender les choix budgétaires à venir. C'est pourquoi le CESER souhaiterait que :

- le rapport de présentation du compte administratif s'enrichisse de ces éléments qualitatifs de mise en perspective ;
  - la présentation des orientations budgétaires et/ou du budget primitif devant le CESER soit précédée d'un temps d'échanges avec le Conseil régional afin de mieux éclairer les choix budgétaires régionaux.
- Le CESER se donne la latitude de pouvoir auditionner les services de la Région qui sont concernés afin d'avoir des éléments de compréhension détaillés.

#### Les dépenses d'investissement

Les dépenses d'investissement réalisées sont en hausse de 6 % par rapport à l'année 2018 (+ 49,2 M€). Cette hausse résulte essentiellement pour 60 % des politiques d'interventions (essentiellement Enseignement, Action économique et Transports) et pour 20 % des fonds européens.

## PILIER 1. Développement Économique – Emploi

Le taux de réalisation est de 97,67 %, en 2019, pour 93,68 % en 2018.

SECTION D'INVESTISSEMENT	2018			2019		
	Axe	Total Prévisions	Total Réalisations	% Réalisations	Total Prévisions	Total Réalisations
1.1 - Economie numérique	7 108 623,62	6 322 135,42	88,94%	5 828 347,88	5 801 187,66	99,53%
1.2 - Filières, trans-filières et partenariats	5 662 677,39	5 593 978,99	98,79%	5 201 348,58	4 693 186,87	90,23%
1.3 - Performance industrielle	40 946 834,82	40 911 774,91	99,91%	44 303 171,08	44 058 608,76	99,45%
1.4 - Recherche, innovation et start-up	52 353 875,71	51 041 990,79	97,49%	47 392 546,30	47 116 822,78	99,42%
1.5 - Attractivité, internationalisation et financement	17 885 943,88	17 885 943,88	100,00%	25 911 800,52	25 902 434,72	99,96%
1.6 - Tourisme	11 170 705,59	8 179 046,89	73,22%	16 216 544,93	15 072 674,03	92,95%
1.7 - Agriculture	35 728 342,61	35 689 786,82	99,84%	44 295 997,11	44 272 297,11	99,95%
1.8 - Economie culturelle	7 487 082,48	7 344 625,66	98,10%	9 258 922,96	9 135 589,17	98,67%
1.9 - Economie sociale et solidaire	3 921 600,00	3 139 828,77	80,07%	3 879 000,00	3 866 734,77	99,68%
1.10 - Formation professionnelle continue	6 919 302,34	1 230 105,76	17,78%	5 175 496,46	2 804 405,45	54,19%
1.11 - Emploi et évolution professionnelle	100 000,00	0,00	0,00%	100 000,00	0,00	0,00%
<b>Pilier 1. Développement économique - Emploi</b>	<b>189 284 888,44</b>	<b>177 319 517,89</b>	<b>93,68%</b>	<b>207 563 175,82</b>	<b>202 723 941,32</b>	<b>97,67%</b>

Le Conseil régional présente la transformation numérique et *Recherche, Innovation, Start-up* comme un sujet clef de sa politique. Or, si les taux de réalisation sont bons, le CESER s'interroge sur le fait que les financements ont globalement baissé dans ces domaines.

## PILIER 2. Jeunesse

Le taux de réalisation est de 97,17 % en 2019 pour 76,95 % en 2018.

SECTION D'INVESTISSEMENT	2018			2019		
	Axe	Total Prévisions	Total Réalisations	% Réalisations	Total Prévisions	Total Réalisations
2.1 - Orientation et accompagnement à l'insertion économique	0,00	0,00	#DIV0	389 187,59	189 697,14	48,74%
2.2 - Apprentissage	40 907 405,66	28 677 982,65	70,10%	21 673 315,95	18 021 091,92	83,15%
2.3 - Education	46 601 508,41	40 452 807,10	86,81%	60 786 650,40	59 123 549,68	97,26%
2.4 - Lycées (bâtiments)	190 724 708,84	144 502 863,02	75,77%	181 806 300,00	134 636 034,16	74,05%
2.5 - Enseignement Supérieur	18 942 256,81	14 978 074,33	79,07%	14 720 000,00	11 862 486,36	80,59%
2.7 - Vie quotidienne	4 861 770,18	3 793 860,35	78,03%	4 235 050,60	3 929 325,13	92,78%
<b>Pilier 2. Jeunesse</b>	<b>302 037 649,90</b>	<b>232 405 587,45</b>	<b>76,95%</b>	<b>283 610 504,54</b>	<b>227 762 184,39</b>	<b>80,31%</b>

Le CESER note que les investissements prévus dans les lycées n'ont été réalisés, comme en 2018, qu'aux trois quarts (74,05 %) et s'inquiète de nouveau du retard pris dans la réalisation de ces projets, qui participent à l'accès de tous à la formation (construction de nouveaux lycées), aux conditions de travail des lycéens et des personnels, ainsi qu'au soutien à l'activité économique locale, d'autant plus nécessaire dans le contexte actuel.

## PILIER 3. Aménagement du territoire

Le taux de réalisation est de 97,18 % en 2019, pour 80,27 % en 2018.

SECTION D'INVESTISSEMENT	2018			2019		
	Axe	Total Prévisions	Total Réalisations	% Réalisations	Total Prévisions	Total Réalisations
3.2 - Politique contractuelle	18 461 576,00	14 584 061,30	79,00%	15 474 135,98	12 081 260,51	78,07%
3.3 - Economie territoriale et politique de retournement	22 588 020,00	19 118 563,78	84,64%	35 558 704,48	32 836 555,77	92,34%
3.4 - Culture	21 160 281,12	16 812 276,49	79,45%	13 905 242,04	11 771 252,70	84,65%
3.5 - Aménagement numérique du territoire	44 312 626,38	41 119 519,05	92,79%	42 965 708,29	42 965 708,29	100,00%
3.6 - Foncier, Habitat et politique de la ville	8 474 643,82	4 776 540,24	56,36%	7 009 577,42	4 050 604,46	57,79%
3.7 - Santé	2 701 000,00	2 548 184,05	94,34%	6 440 880,00	3 947 077,34	61,28%
3.8 - Sport	8 460 082,00	5 915 039,69	69,92%	11 055 070,00	5 504 172,57	49,79%
3.9 - Infrastructures, transports	67 333 204,76	52 802 043,73	78,42%	75 585 735,40	60 912 756,08	80,59%
3.10 - Europe et International	4 406 258,00	2 154 309,88	48,89%	1 645 320,00	1 031 704,80	62,71%
3.11 - Vie associative et Egalité	696 788,00	341 848,51	49,06%	553 237,00	538 768,52	97,38%
<b>Pilier 3. Aménagement du territoire</b>	<b>198 594 490,08</b>	<b>160 172 386,72</b>	<b>80,65%</b>	<b>210 193 610,61</b>	<b>175 639 861,04</b>	<b>83,56%</b>

Le CESER relève le maintien à un niveau élevé d'exécution des dépenses de fonctionnement dans les domaines de la culture, de la santé, du sport et de la vie associative. En investissement, si l'on constate une amélioration des taux de réalisation dans les champs de la culture et de la vie associative, une baisse significative est enregistrée dans les interventions en faveur du sport (49,8 % au lieu de 69,7 % en 2018) et de la santé (61,3 % au lieu de 94,3 %) malgré dans ce dernier cas une hausse du volume de dépenses exécutées.

Le CESER relève la relative faiblesse des taux de réalisation :

- des dépenses dédiées aux politiques contractuelles, qui s'établissent à 61,6 % en fonctionnement et à 78,07 % en investissement. Si cette situation peut être imputée à la montée en puissance moins rapide que prévu de la contractualisation avec les territoires, le CESER sera attentif à l'évolution du niveau des réalisations lors des prochains exercices ;
- des dépenses d'investissement en matière de foncier, d'habitat et de politique de la ville (57,79 %). Alors que la Région affiche dans le SRADDET et *Néo Terra* une forte ambition en matière de gestion économe de l'espace, ce taux de réalisation peut apparaître, en l'état, décevant. Le CESER souhaiterait davantage d'informations sur les difficultés rencontrées par les territoires et susceptibles d'expliquer la faible mobilisation des crédits régionaux dans ce domaine. Il sera attentif, dans les prochaines années, à l'évolution des crédits et à la manière dont les territoires et les acteurs se saisiront, dans les prochaines années, des dispositifs régionaux.
- des dépenses d'investissement en matière d'infrastructures et de transports (80,59 %), même si les dépenses ont nettement progressé par rapport à 2018 (+ 8 M€). Au regard de l'état particulièrement dégradé du réseau ferré, des enjeux de la transition écologique et énergétique, mais aussi, face à la crise économique à venir, le CESER réaffirme la nécessité d'un engagement fort de l'Etat aux côtés de la Région pour concrétiser les travaux nécessaires.

#### PILIER 4. Transition Écologique et Énergétique

Le taux de réalisation est de 99,74 % en 2019, pour 81,98 % en 2018.

SECTION D'INVESTISSEMENT	2018			2019		
	Total Prévisions	Total Réalisations	% Réalisations	Total Prévisions	Total Réalisations	% Réalisations
4.1 - Biodiversité et PNR	2 449 038,07	1 824 062,69	74,48%	1 727 846,79	1 418 774,03	82,11%
4.2 - Eau - Littoral	6 891 875,00	5 384 390,39	77,84%	6 423 531,81	5 351 944,13	83,32%
4.3 - Economie Circulaire et Déchets	693 753,59	578 316,17	83,36%	1 492 122,82	1 379 474,42	92,45%
4.4 - Transition énergétique et adaptation aux changements climatiques	28 630 809,28	23 008 645,08	80,36%	30 027 567,41	19 851 568,50	66,11%
4.5 - Mobilité durable et intelligente	20 489 856,75	17 019 491,08	83,06%	15 961 675,33	13 932 929,23	87,29%
<b>Pilier 4. Transition énergétique et écologique</b>	<b>59 155 332,69</b>	<b>47 794 905,41</b>	<b>80,80%</b>	<b>55 632 744,16</b>	<b>41 934 690,31</b>	<b>75,38%</b>

Si le taux de réalisation en fonctionnement pour les crédits « Environnement » a augmenté, ce qui est à saluer, le taux de réalisation de la section d'investissement pour ces crédits « Environnement » a fortement baissé, de 85,59 % en 2018 à 65,99 % en 2019. Plus spécifiquement, le taux de réalisation en investissement de l'axe « transition énergétique et adaptation aux changements climatiques » est particulièrement bas (66,11 % en 2019, contre 80,36 % en 2018). Le CESER s'interroge sur ce faible taux de réalisation en 2019 par rapport au budget prévisionnel 2019 et souhaiterait obtenir des explications à ce sujet.

Lors de son intervention devant le CESER, le président Rousset a indiqué que la politique de rénovation énergétique dans la région faisait face à de nombreuses difficultés, ce qui s'explique peut-être par ces faibles taux de réalisation. Compte-tenu de l'importance de cette politique, il est nécessaire de résoudre ces difficultés afin de mieux exécuter les crédits, en particulier dans le contexte actuel de relance économique et de nécessaire transition écologique. A ce titre, le dispositif ARTEE (Agence travaux économie d'énergie) gagnerait à être évalué. Le CESER l'avait d'ailleurs proposé à la Commission d'évaluation des politiques publiques.

## Programmes opérationnels Européens

Les programmes opérationnels européens affichent un taux de réalisation de 62,92 %, également en nette progression.

SECTION D'INVESTISSEMENT Axe	2018			2019		
	Total Prévisions	Total Réalisations	% Réalisations	Total Prévisions	Total Réalisations	% Réalisations
5.1 - PO AQUITAINE	52 015 000,00	22 477 076,01	43,21%	44 545 028,49	30 615 151,63	68,73%
5.2 - PO LIMOUSIN	7 683 000,00	4 484 982,04	58,38%	13 020 000,00	5 866 762,24	45,06%
5.4 - PO AQUITAINE LIMOUSIN POITOU-CHARENTES	49 742,00	5 040,00	10,13%	90 000,00	57 560,52	63,96%
Pilier 5. Gestion des fonds européens	59 747 742,00	26 967 098,05	45,13%	57 655 028,49	36 539 474,39	63,38%

## 5. Documents et informations complémentaires

Le CESER rappelle les différentes informations qu'il serait souhaitable d'avoir à termes et qui permettraient une analyse plus fine des documents budgétaires :

- Le calendrier des évaluations sur les différents schémas, en lien avec l'IGS.
- Un complément d'analyse des dépenses d'investissement avec ventilations géographiques

Le compte administratif contribue en termes budgétaire et comptable à une forme d'évaluation de l'action publique du Conseil régional. En cela, le CESER estime qu'il pourrait être enrichi de quelques éléments de synthèse sur les évaluations de politique publique conduites sous l'égide de la collectivité régionale.



Proposition de la commission A « Finances régionales »  
Présidente : Tiphaine BICHOT ; Rapporteuse : Michelle HEIMROTH

Avec les contributions des commissions :  
2 - « Développement des territoires et Mobilité » ;  
Présidente : Camille de AMORIN BONNEAU ; Rapporteuse : Rima CAMBRAY  
3 - « Environnement »  
Présidente : Christine JEAN ; Rapporteur : Bernard GOUPY ;  
5 - « Vie sociale, Culture et Citoyenneté »  
Président : Alain BARREAU ; Rapporteur : Eric ROUX.



Vote sur l'avis du CESER  
« Compte administratif – Rapport de présentation – Exercice 2019 »

131 votants  
124 pour  
7 abstentions

**Adopté à l'unanimité des suffrages exprimés**

**Dominique CHEVILLON**  
Président du CESER de Nouvelle-Aquitaine

## Annexe 1 : Les grands équilibres financiers

Extrait du rapport du Conseil régional

en M€	2018	2019	écart	%
Recettes de fonctionnement	2 397,2	2 478,0	80,8	3,4%
Dépenses de fonctionnement	1 931,7	1 999,9	68,2	3,5%
dont charges financières	50,4	43,7	-6,7	-13,3%
<b>Epargne brute</b>	<b>465,5</b>	<b>478,1</b>	<b>12,6</b>	<b>2,7%</b>
<b>Taux d'épargne brute</b>	<b>19,4%</b>	<b>19,3%</b>		
Remboursement contractuel du capital de la dette	122,9	129,7	6,8	5,6%
<b>Epargne nette</b>	<b>342,6</b>	<b>348,4</b>	<b>5,8</b>	<b>1,7%</b>

en M€	2018	2019	écart	%
Recettes d'investissement hors gestion active de la dette (c/16449)	378,2	340,5	-37,7	-10,0%
dont recettes propres d'investissement	177,2	190,5	13,3	7,5%
dont emprunts nouveaux	201,0	150,0	-51,0	-25,4%
Dépenses d'investissement hors gestion active de la dette et annuité de dette (c/16449,166,16873)	660,0	702,4	42,4	6,4%
<b>Part des dépenses d'investissement</b>	<b>25,9%</b>	<b>26,4%</b>		

en M€	2018	2019	écart	%
<b>Epargne nette (1)</b>	<b>342,6</b>	<b>348,4</b>	<b>5,8</b>	<b>1,7%</b>
Recettes propres d'investissement (2)	177,2	190,5	13,3	7,5%
Dépenses d'investissement hors gestion active de la dette et annuité de dette (c/16449,166,16873) (3)	660,0	702,4	42,4	6,4%
Refinancement et autres dettes (c/166,16873)	5,3	-	-	-
<b>Besoin de financement (4) = (1) + (2) - (3)</b>	<b>-145,4</b>	<b>-163,5</b>	<b>-18,1</b>	<b>12,4%</b>
Emprunt mobilisé (5)	201,0	150,0	-51,0	-25,4%
<b>Variation du Fonds de roulement (5) - (4)</b>	<b>55,6</b>	<b>-13,5</b>		

en M€	2018	2019	écart	%
Encours de dette	2 083,9	2 104,2	20,3	1,0%
Taux d'endettement	86,9%	84,9%	0,0	-2,3%
<b>Capacité de désendettement (en années)</b>	<b>4,48</b>	<b>4,40</b>	<b>-0,08</b>	<b>-1,7%</b>

# Annexe 2 : Répartition des dépenses de fonctionnement par objectif et par pilier d'intervention

Extrait du rapport du Conseil régional

## LES DEPENSES

SECTION DE FONCTIONNEMENT	2018			2019		
	Total Prévisions	Total Réalisations	% Réalisations	Total Prévisions	Total Réalisations	% Réalisations
<b>Axe</b>						
1.1 - Economie numérique	2 807 376,00	2 385 296,20	84,97%	2 610 249,80	2 452 078,80	93,94%
1.2 - Filières, trans-filières et partenariats	9 538 942,80	7 673 304,33	80,44%	9 868 874,55	9 775 227,50	99,05%
1.3 - Performance Industrielle	11 663 246,05	11 190 363,25	95,95%	9 924 293,93	9 122 196,06	91,92%
1.4 - Recherche, Innovation et start-up	26 281 572,93	15 932 636,13	60,62%	25 467 530,93	25 152 784,54	98,76%
1.5 - Attractivité, Internationalisation et financement	4 027 000,00	3 177 608,11	78,91%	3 739 303,99	3 347 318,23	89,52%
1.6 - Tourisme	10 475 620,17	9 927 460,01	94,77%	10 725 130,80	10 711 001,25	99,87%
1.7 - Agriculture	21 574 288,36	21 336 824,04	98,90%	17 886 625,05	17 880 000,69	99,96%
1.8 - Economie culturelle	7 049 182,73	7 046 656,13	99,96%	8 506 347,78	8 617 756,78	99,01%
1.9 - Economie sociale et solidaire	3 057 795,94	2 987 832,15	97,71%	3 839 587,10	3 820 565,51	99,50%
1.10 - Formation professionnelle continue	237 213 375,26	192 619 399,63	81,20%	237 926 868,58	217 682 334,28	91,49%
1.11 - Emploi et évolution professionnelle	21 344 994,05	17 108 357,84	80,15%	21 167 199,22	18 502 107,63	87,41%
<b>Pilier 1. Développement économique - Emploi</b>	<b>366 953 384,28</b>	<b>281 355 737,83</b>	<b>82,07%</b>	<b>362 005 011,83</b>	<b>327 383 371,27</b>	<b>90,68%</b>
2.1 - Orientation et accompagnement à l'insertion économique	11 094 282,83	9 418 711,64	84,90%	12 709 573,56	9 138 020,94	71,90%
2.2 - Apprentissage	163 988 041,07	162 699 933,55	99,21%	162 970 069,14	159 539 646,87	97,90%
2.3 - Education	343 801 057,85	334 434 680,23	97,28%	350 882 115,99	342 433 637,52	97,59%
2.4 - Lycées (bâtiments)	3 526 423,23	2 292 358,47	65,01%	2 792 700,00	2 508 053,19	89,81%
2.5 - Enseignement Supérieur	8 247 760,17	4 409 658,56	53,46%	5 994 500,00	5 718 005,64	95,39%
2.6 - Accompagnement des jeunes	18 808 166,55	16 117 671,08	85,70%	16 911 482,64	16 640 693,89	98,40%
2.7 - Vie quotidienne	202 103 735,15	196 199 345,28	97,08%	204 442 073,15	199 288 208,81	97,48%
<b>Pilier 2. Jeunesse</b>	<b>761 589 486,85</b>	<b>726 572 363,81</b>	<b>95,54%</b>	<b>756 702 614,48</b>	<b>736 288 268,88</b>	<b>97,17%</b>
3.2 - Politique contractuelle	2 914 692,01	1 942 417,96	66,64%	2 626 967,74	1 618 185,61	61,60%
3.3 - Economie territoriale et politique de retournement	11 992 391,54	9 742 643,89	81,24%	11 075 730,88	10 172 453,43	91,84%
3.4 - Culture	38 036 936,80	37 537 291,75	98,69%	39 010 787,64	38 056 835,20	97,55%
3.5 - Aménagement numérique du territoire	1 361 069,00	1 117 871,62	82,13%	1 630 877,05	1 611 251,45	98,80%
3.6 - Foncier, Habitat et politique de la ville	3 755 475,73	3 542 178,19	94,32%	2 414 227,44	2 313 684,48	95,84%
3.7 - Santé	81 742 350,00	80 523 885,88	98,51%	91 453 909,50	90 005 219,07	98,42%
3.8 - Sport	11 677 423,47	10 277 681,11	88,01%	10 848 940,83	10 793 342,00	99,49%
3.9 - Infrastructures, transports	240 142 203,33	234 427 417,07	97,62%	171 782 221,41	168 207 993,51	97,92%
3.10 - Europe et International	5 375 663,00	4 382 428,13	81,52%	5 957 630,41	5 449 593,92	91,47%
3.11 - Vie associative et Egalité	10 909 966,00	9 405 299,79	86,21%	10 279 390,01	9 052 490,68	88,06%
<b>Pilier 3. Aménagement du territoire</b>	<b>407 809 170,88</b>	<b>392 889 115,28</b>	<b>96,32%</b>	<b>347 680 682,91</b>	<b>337 231 048,95</b>	<b>97,18%</b>
4.1 - Biodiversité et PNR	10 465 039,05	10 281 294,12	98,24%	9 583 881,30	9 583 881,30	100,00%
4.2 - Eau - Littoral	2 112 592,76	2 095 073,11	99,17%	2 378 205,97	2 359 141,43	99,20%
4.3 - Economie Circulaire et Déchets	621 682,83	618 678,06	99,52%	966 234,34	966 234,34	100,00%
4.4 - Transition énergétique et adaptation aux changements climatiques	4 910 505,67	4 392 531,61	89,45%	4 617 556,68	4 546 835,11	98,47%
4.5 - Mobilité durable et intelligente	265 865 028,83	251 700 548,07	98,37%	327 070 566,63	326 262 484,29	99,75%
<b>Pilier 4. Transition énergétique et écologique</b>	<b>272 874 848,14</b>	<b>268 058 124,87</b>	<b>98,22%</b>	<b>344 818 444,92</b>	<b>342 718 678,47</b>	<b>99,74%</b>
5.1 - PO AQUITAINE	21 845 000,00	12 715 411,48	58,21%	22 647 711,62	19 087 231,36	84,28%
5.2 - PO LIMOUSIN	2 819 000,00	1 098 421,15	38,96%	5 614 773,58	1 358 983,67	24,20%
5.4 - PO AQUITAINE LIMOUSIN POITOU-CHARENTES	8 247 857,11	853 108,58	10,34%	12 092 551,52	907 944,95	7,51%
<b>Pilier 5. Gestion des fonds européens</b>	<b>32 911 867,11</b>	<b>14 668 841,21</b>	<b>44,58%</b>	<b>49 356 038,72</b>	<b>21 354 168,88</b>	<b>52,92%</b>
6.0 - Modernisation de l'Administration	7 536 541,12	6 979 334,81	92,61%	7 491 039,83	6 773 245,14	90,42%
6.1 - Ressources humaines	141 008 815,91	134 811 536,70	95,61%	137 000 444,90	136 043 607,64	99,30%
6.2 - Élus et Caez	16 478 156,82	14 132 151,59	85,76%	17 218 405,49	16 383 309,95	95,15%
6.3 - Communication et attractivité	8 458 988,41	6 879 153,54	81,32%	8 338 878,71	8 046 556,54	96,49%
6.4 - Affaires juridiques	2 645 224,26	2 614 731,45	98,85%	2 868 000,00	2 630 892,74	91,73%
6.5 - Moyens généraux	16 928 418,06	15 749 294,42	93,03%	17 950 953,34	17 223 423,62	95,95%
6.6 - Opérations financières	61 196 621,54	56 919 048,42	93,01%	60 067 801,74	47 872 638,19	79,70%
<b>Pilier 6. Administration générale</b>	<b>254 262 768,22</b>	<b>238 086 260,33</b>	<b>93,64%</b>	<b>250 936 626,91</b>	<b>234 973 873,83</b>	<b>93,64%</b>
<b>TOTAL FONCTIONNEMENT</b>	<b>2 876 868 663,48</b>	<b>1 931 897 628,13</b>	<b>82,98%</b>	<b>2 881 762 216,97</b>	<b>1 888 857 087,76</b>	<b>86,61%</b>
Total hors gestion des fonds européens et gestion active de la dette	2 844 389 918,48	1 916 893 898,60	82,58%	2 844 338 463,94	1 878 410 872,72	84,52%

# Annexe 3 : Répartition des dépenses d'investissement par objectif et par pilier d'intervention

Extrait du rapport du Conseil régional

## LES DEPENSES

SECTION D'INVESTISSEMENT	2018			2018		
	Total Prévisions	Total Réalisations	% Réalisations	Total Prévisions	Total Réalisations	% Réalisations
1.1 - Economie numérique	7 108 623,62	6 322 135,42	88,94%	5 828 347,88	5 801 187,66	99,53%
1.2 - Filières, trans-filières et partenariats	5 662 677,39	5 593 978,99	98,79%	5 201 348,58	4 693 186,87	90,23%
1.3 - Performance Industrielle	40 946 834,82	40 911 774,91	99,91%	44 303 171,08	44 058 608,76	99,45%
1.4 - Recherche, innovation et start-up	52 353 875,71	51 041 990,79	97,49%	47 392 546,30	47 116 822,78	99,42%
1.5 - Attractivité, internationalisation et financement	17 865 943,88	17 885 943,88	100,00%	25 911 800,52	25 902 434,72	99,96%
1.6 - Tourisme	11 170 705,59	8 179 046,89	73,22%	16 216 544,93	15 072 674,03	92,95%
1.7 - Agriculture	35 728 342,61	35 669 786,82	99,84%	44 295 997,11	44 272 257,11	99,95%
1.8 - Economie culturelle	7 487 082,48	7 344 925,66	98,10%	9 258 922,96	9 135 589,17	98,67%
1.9 - Economie sociale et solidaire	3 921 500,00	3 139 828,77	80,07%	3 879 000,00	3 866 734,77	99,68%
1.10 - Formation professionnelle continue	6 919 302,34	1 230 105,76	17,78%	5 175 496,46	2 804 405,45	54,19%
1.11 - Emploi et évolution professionnelle	100 000,00	0,00	0,00%	100 000,00	0,00	0,00%
<b>Pilier 1. Développement économique - Emploi</b>	<b>189 284 888,44</b>	<b>177 318 517,89</b>	<b>93,69%</b>	<b>207 683 175,82</b>	<b>202 729 841,32</b>	<b>97,62%</b>
2.1 - Orientation et accompagnement à l'insertion économique	0,00	0,00	#DIV/0	389 187,59	189 697,14	48,74%
2.2 - Apprentissage	40 907 405,66	28 677 982,65	70,10%	21 673 315,95	18 021 091,92	83,15%
2.3 - Education	46 601 508,41	40 452 807,10	86,81%	60 786 650,40	59 123 549,68	97,26%
2.4 - Lycées (bâtiments)	190 724 708,84	144 502 863,02	75,77%	181 806 300,00	134 636 034,16	74,05%
2.5 - Enseignement Supérieur	18 942 256,81	14 978 074,33	79,07%	14 720 000,00	11 862 486,36	80,59%
2.7 - Vie quotidienne	4 861 770,18	3 793 860,36	78,03%	4 235 050,60	3 929 325,13	92,78%
<b>Pilier 2. Jeunesse</b>	<b>302 437 648,89</b>	<b>232 406 587,46</b>	<b>76,85%</b>	<b>283 819 594,64</b>	<b>227 782 184,59</b>	<b>80,26%</b>
3.2 - Politique contractuelle	18 461 576,00	14 584 061,30	79,00%	15 474 135,98	12 081 260,51	78,07%
3.3 - Economie territoriale et politique de retournement	22 588 020,00	19 118 563,78	84,64%	35 558 704,48	32 836 555,77	92,34%
3.4 - Culture	21 160 281,12	16 812 276,49	79,45%	13 905 242,04	11 771 252,70	84,65%
3.5 - Aménagement numérique du territoire	44 312 626,38	41 119 519,05	92,79%	42 965 709,29	42 965 708,29	100,00%
3.6 - Foncier, Habitat et politique de la ville	8 474 643,82	4 776 540,24	56,36%	7 009 577,42	4 050 604,46	57,79%
3.7 - Santé	2 701 000,00	2 548 184,05	94,34%	6 440 880,00	3 947 077,34	61,28%
3.8 - Sport	8 460 092,00	5 915 039,69	69,92%	11 055 070,00	5 504 172,57	49,79%
3.9 - Infrastructures, transports	67 333 204,76	52 802 043,73	78,42%	75 585 735,40	60 912 756,08	80,59%
3.10 - Europe et International	4 406 258,00	2 154 309,88	48,89%	1 645 320,00	1 031 704,80	62,71%
3.11 - Vie associative et Egalité	696 788,00	341 848,51	49,06%	553 237,00	538 768,52	97,38%
<b>Pilier 3. Aménagement du territoire</b>	<b>188 584 488,08</b>	<b>188 172 889,72</b>	<b>99,80%</b>	<b>210 189 810,81</b>	<b>176 838 881,04</b>	<b>84,10%</b>
4.1 - Biodiversité et PNR	2 449 038,07	1 824 062,69	74,48%	1 727 845,79	1 418 774,03	82,11%
4.2 - Eau - Littoral	6 891 875,00	5 364 390,39	77,84%	6 423 531,81	5 351 944,13	83,32%
4.3 - Economie Circulaire et Déchets	593 753,59	578 316,17	97,39%	1 492 122,82	1 379 474,42	92,45%
4.4 - Transition énergétique et adaptation aux changements climatiques	28 630 809,28	23 008 645,08	80,36%	30 027 567,41	19 851 568,50	66,11%
4.5 - Mobilité durable et intelligente	20 489 856,75	17 019 491,08	83,06%	15 961 675,33	13 932 929,23	87,29%
<b>Pilier 4. Transition énergétique et écologique</b>	<b>69 166 937,69</b>	<b>47 784 955,41</b>	<b>69,10%</b>	<b>66 832 744,19</b>	<b>41 934 880,31</b>	<b>62,76%</b>
5.1 - PO AQUITAINE	52 015 000,00	22 477 076,01	43,21%	44 545 028,49	30 615 151,63	68,73%
5.2 - PO LIMOUSIN	7 583 000,00	4 484 982,04	59,15%	13 020 000,00	5 866 762,24	45,06%
5.4 - PO AQUITAINE LIMOUSIN POITOU-CHARENTES	49 742,00	5 040,00	10,13%	80 000,00	57 560,52	71,95%
<b>Pilier 5. Gestion des fonds européens</b>	<b>69 747 742,00</b>	<b>28 997 098,05</b>	<b>41,58%</b>	<b>57 866 028,49</b>	<b>28 539 474,38</b>	<b>49,32%</b>
6.0 - Modernisation de l'Administration	6 992 600,00	6 098 462,12	87,21%	7 205 816,60	6 333 004,04	87,89%
6.1 - Ressources humaines	74 000,00	63 617,93	85,97%	115 000,00	84 088,87	73,12%
6.2 - Elus et Ceser	81 969,24	31 569,24	38,51%	93 205,00	65 545,08	70,32%
6.3 - Communication et attractivité	735 000,00	714 769,29	97,25%	1 272 000,00	1 192 546,56	93,75%
6.5 - Moyens généraux	10 411 250,76	8 406 680,48	80,75%	11 468 740,41	10 010 667,40	87,29%
6.6 - Opérations financières	227 066 000,00	138 163 197,64	60,85%	196 278 300,00	129 805 435,39	66,13%
<b>Pilier 6. Administration générale</b>	<b>245 388 820,00</b>	<b>163 478 288,78</b>	<b>66,62%</b>	<b>218 433 882,01</b>	<b>147 481 287,24</b>	<b>67,52%</b>
<b>TOTAL INVESTISSEMENT</b>	<b>1 864 188 928,11</b>	<b>1 788 137 782,22</b>	<b>95,97%</b>	<b>1 931 888 126,83</b>	<b>1 832 081 438,78</b>	<b>94,60%</b>
Total hors gestion des fonds européens et gestion active de la dette	850 458 923,11	795 870 475,17	93,59%	907 379 057,14	795 609 524,92	87,68%